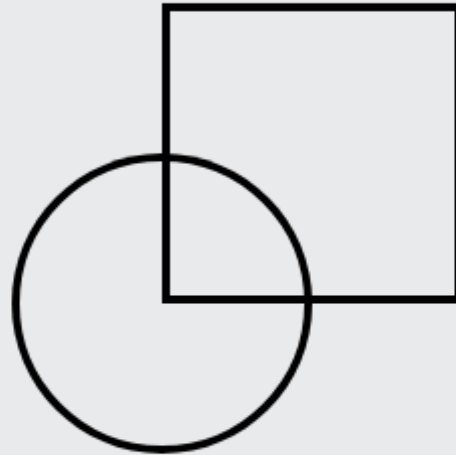


FICHE PAYS – La Ligne Fine



LA LIGNE FINE

Institut

Afrique du Sud



Auteurs : Alek UMONT
Date de publication : 13 avril 2026

Résumé

L’Afrique du Sud demeure la puissance structurante d’Afrique australe. Elle combine une économie plus diversifiée que la plupart des pays du continent, des institutions constitutionnelles solides, une base industrielle et financière significative et une capacité diplomatique supérieure à son environnement régional¹².

Mais cette centralité régionale repose sur une base intérieure fragilisée. Le pays est entré depuis 2024 dans une nouvelle phase politique : l’ANC reste le premier parti, mais a perdu sa majorité absolue pour la première fois depuis 1994, avec 40,18 % des voix aux élections nationales, ce qui a conduit à la formation d’un Gouvernement d’unité nationale³⁴. Cette transition ne signifie pas une crise de régime, mais la fin du cycle de domination incontestée du parti historique.

Le nœud stratégique du pays est économique et social. La croissance reste trop faible pour réduire durablement le chômage, la pauvreté et les inégalités. La Banque mondiale projette une croissance de 0,9 % en 2025, un rythme insuffisant pour absorber les déséquilibres du marché du travail, tandis que le taux de chômage officiel s’établit à 31,4 % au quatrième trimestre 2025⁵⁶. L’Afrique du Sud n’est pas un État en rupture ; elle est dans une trappe de stagnation à coût social élevé.

Sur le plan géopolitique, Pretoria cherche à se positionner comme puissance moyenne autonome, à la fois ancrée en Afrique, active dans les BRICS, visible dans le G20 et revendiquant une parole politique au nom du Sud global⁷⁸. Cette stratégie lui donne un poids diplomatique supérieur à ses performances économiques récentes, mais elle crée aussi une tension entre ambition extérieure et fragilité interne.

Le principal risque n’est donc pas l’effondrement, mais l’enlisement : des institutions assez robustes pour éviter la rupture, mais pas encore assez efficaces pour remettre le pays sur une trajectoire de croissance inclusive. Le principal levier réside dans la capacité du GNU à transformer des réformes déjà identifiées — énergie, logistique, investissement, cadre minier, gouvernance publique — en résultats visibles à horizon court et moyen terme (IMF, *2025 Article IV Consultation*, 2026 ; National Treasury, *Budget Review 2026*, 2026).

Mappemonde. (s. d.). Carte Afrique du Sud : Informations géographiques et démographiques.
<https://www.mappemonde.net/carte-afrique/afrique-du-sud/>

¹ gov.za, *Structure and functions of the South African Government*, 2025

² World Bank, *South Africa MPO*, 2025

³ IEC South Africa, *National Ballot Results Report*, 2024

⁴ Presidency, *Government of National Unity*, 2025

⁵ World Bank, *South Africa MPO*, 2025

⁶ Statistics South Africa, *QLFS Q4 2025*, 2026

⁷ DIRCO, *Strategic Plan 2025–2030*, 2025

⁸ G20 South Africa, *G20 Presidency*, 2025



1. Identité et positionnement général

L'Afrique du Sud est une démocratie constitutionnelle à trois sphères de gouvernement — national, provincial et local (dotée d'un pouvoir judiciaire indépendant). Son architecture institutionnelle demeure un de ses principaux atouts comparatifs dans le paysage africain. Sa population est estimée à 63,1 millions d'habitants en 2025⁹.

Le pays occupe une position singulière : il est à la fois une économie émergente, une démocratie post-apartheid à forte charge historique, une puissance régionale africaine et un acteur global de second rang. Cette singularité tient à la coexistence d'institutions relativement consolidées et de fractures socio-économiques extrêmes. La Banque mondiale continue de qualifier l'Afrique du Sud comme l'un des pays les plus inégalitaires au monde, voire le plus inégal dans certaines mesures de consommation et d'opportunités^{10,11}.

Son poids régional reste considérable. L'Afrique du Sud demeure la principale économie industrialisée d'Afrique australe, un nœud logistique et financier majeur, ainsi qu'un centre diplomatique de premier plan sur le continent. Mais son influence n'est plus hégémonique. Elle est désormais plus contestée, à la fois par ses limites internes et par la montée d'autres pôles africains. Stratégiquement, Pretoria reste incontournable, mais moins dominante qu'au cours des décennies précédentes.

1. Situation politique

Le tournant décisif est intervenu lors des élections de mai 2024. L'ANC a obtenu 40,18 % des suffrages au scrutin national et 159 sièges sur 400, perdant pour la première fois depuis la fin de l'apartheid sa majorité parlementaire autonome. Ce résultat a ouvert une phase nouvelle, marquée par la nécessité de coalitions à l'échelle nationale.

La réponse institutionnelle a été la formation d'un Gouvernement d'unité nationale. Selon la présidence sud-africaine, ce GNU regroupe dix partis politiques à la fin de 2025. Politiquement, cela traduit à la fois une capacité d'adaptation du système démocratique et une fragmentation croissante du paysage partisan.

La signification stratégique de cette recomposition est double. D'un côté, elle réduit le risque d'hyper-dominance partisane et peut favoriser une culture plus négociée du pouvoir. De l'autre, elle complique les arbitrages, ralentit les décisions et peut accroître l'instabilité programmatique, surtout si les partenaires de coalition divergent fortement sur les questions économiques, sociales et institutionnelles. Le risque central n'est pas une rupture autoritaire, mais une gouvernabilité ralentie.

Le système conserve néanmoins plusieurs amortisseurs : cadre constitutionnel robuste, justice indépendante, élections compétitives, vie parlementaire réelle, médias actifs et société civile dense. La fragilité du pays n'est donc pas d'abord institutionnelle ; elle tient davantage à

⁹ Statistics South Africa, *Mid-Year Population Estimates 2025*, 2025

¹⁰ World Bank, *Inequality in Southern Africa: Country Brief South Africa*, 2024

¹¹ World Bank, *Poverty and Equity Brief: South Africa*, 2025

l'écart entre la qualité relative des règles et la faiblesse des résultats publics perçus par la population.

Le point à surveiller est clair : la crédibilité du GNU dépendra moins de sa seule survie que de sa capacité à produire des résultats tangibles sur l'électricité, l'emploi, la sécurité quotidienne, la logistique et les services publics. Si cette coalition échoue à transformer le compromis politique en efficacité gouvernementale, la fragmentation pourrait s'aggraver avant les prochaines échéances électorales.

2. Situation économique

L'Afrique du Sud conserve une base productive diversifiée, avec des secteurs miniers, industriels, financiers, agricoles et de services plus développés que dans la plupart des économies africaines. Pourtant, cette structure ne se traduit plus par une croissance suffisante. La Banque mondiale projette une progression du PIB de 0,9 % en 2025, avec une moyenne de 1,2 % sur le moyen terme, ce qui reste très en dessous du rythme nécessaire pour améliorer significativement l'emploi et le revenu par habitant¹².

Le FMI confirme ce diagnostic de potentiel sous-exploité. Dans sa consultation Article IV de 2025 publiée en février 2026, il souligne que la reprise post-pandémie a été freinée par des chocs externes répétés et par des contraintes domestiques structurelles, notamment la dette, la faiblesse de la productivité, l'incertitude commerciale mondiale et le ralentissement des réformes internes¹³. Le problème de l'Afrique du Sud n'est donc pas l'absence d'atouts, mais l'incapacité persistante à les convertir en croissance soutenue.

Le marché du travail reste le point de rupture le plus sensible. Statistics South Africa indique un taux de chômage officiel de 31,4 % au quatrième trimestre 2025. Le chômage des jeunes demeure particulièrement élevé, ce qui alimente une vulnérabilité sociale durable¹⁴. Dans un pays déjà marqué par des inégalités extrêmes, cette situation nourrit le risque d'érosion prolongée du contrat social.

La contrainte budgétaire reste forte, même si la situation s'est partiellement stabilisée. Le Budget Review 2026 du Trésor indique que la dette publique brute se stabilise à 78,9 % du PIB en 2025/26 avant de refluer légèrement à moyen terme. Cette stabilisation améliore la crédibilité macrofinancière, mais laisse peu de marges budgétaires dans un contexte de fortes attentes sociales, de besoins d'investissement et de pression sur les services publics¹⁵¹⁶.

Les goulets d'étranglement productifs sont bien identifiés. L'électricité a montré des signes d'amélioration relative, au point que le gouvernement sud-africain a salué début 2026 la lecture de la Banque mondiale selon laquelle une alimentation plus fiable avait soutenu la croissance de 2025¹⁷¹⁸. Mais la contrainte énergétique n'est pas levée ; elle a seulement été partiellement desserrée. De même, la logistique ferroviaire et portuaire demeure une faiblesse majeure, même si l'Operation Vulindlela note des progrès dans les performances de Transnet, la concession du terminal de Durban Pier 2 et l'ouverture graduelle à davantage de participation privée¹⁹.

Au total, l'économie sud-africaine reste celle d'un pays à fort potentiel structurel mais à rendement politique et social insuffisant. Tant que la croissance restera inférieure au seuil nécessaire pour absorber le chômage de masse et réduire les inégalités, la stabilité macroéconomique, à elle seule, ne suffira pas à produire une trajectoire réellement consolidée (World Bank, *South Africa MPO*, 2025 ; IMF, *2025 Article IV Consultation*, 2026).

¹² World Bank, *South Africa MPO*, 2025

¹³ IMF, *2025 Article IV Consultation*, 2026

¹⁴ Statistics South Africa, *QLFS Q4 2025 et Media Release QLFS Q4 2025*, 2026

¹⁵ National Treasury, *Budget Review 2026*

¹⁶ National Treasury, *Government Debt and Contingent Liabilities*, 2026

¹⁷ GCIS, *Government on World Bank forecast*, 2026

¹⁸ World Bank, *Global Economic Prospects – SSA*, 2026

¹⁹ National Treasury, *Operation Vulindlela Q3 Report*, 2026

3. Positionnement géopolitique

L'Afrique du Sud poursuit une ligne de puissance moyenne autonome. Sa diplomatie repose sur un triptyque constant : ancrage africain, multilatéralisme actif et défense d'une marge de manœuvre relativement indépendante vis-à-vis des grandes puissances. Le DIRCO inscrit cette orientation dans la continuité de la doctrine « Ubuntu – Better Africa, Better World » et de la défense des intérêts sud-africains dans les enceintes bilatérales et multilatérales.

La présidence sud-africaine du G20 en 2025 a constitué un moment fort de cette stratégie. Le site officiel de la présidence du G20 met en avant quatre priorités politiques : résilience face aux catastrophes, soutenabilité de la dette des pays à faible revenu, mobilisation de financements pour une transition énergétique juste et inclusive, et exploitation des minéraux critiques au service d'une croissance inclusive et durable²⁰. Cela confirme que Pretoria entend utiliser le G20 pour projeter un agenda liant intérêts africains, justice économique et réforme de la gouvernance mondiale.

L'Afrique du Sud continue aussi de valoriser sa place dans les BRICS et sa proximité politique avec plusieurs puissances non occidentales, sans rompre pour autant avec les partenaires occidentaux. Cette logique d'équilibrisme lui offre une visibilité diplomatique importante, mais l'expose à une critique récurrente : vouloir parler comme puissance pivot alors même que sa base économique et administrative reste contrainte. C'est une diplomatie d'influence plus que de puissance dure.

L'affaire portée devant la Cour internationale de Justice contre Israël a accentué cette visibilité. La CIJ confirme l'enregistrement du contentieux « Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide in the Gaza Strip (South Africa v. Israel) » et l'adoption de mesures conservatoires en 2024²¹. Cette initiative a renforcé l'image de Pretoria dans une partie du Sud global comme État prêt à mobiliser le droit international sur un dossier hautement sensible. Elle a aussi accru son exposition diplomatique et durci certaines perceptions occidentales.

Sur le continent, Pretoria conserve un rôle majeur mais plus disputé. Elle reste un acteur de référence dans les enceintes africaines, mais son autorité régionale est moins automatique qu'auparavant. Sa capacité à convertir son activisme diplomatique en influence durable dépendra de plus en plus de ses performances domestiques. Une Afrique du Sud stagnante intérieurement risque, à terme, de voir son statut international relatif s'éroder.

4. Risques et vulnérabilités

La vulnérabilité centrale est celle de la stagnation prolongée. Une croissance faible, même stabilisée macroéconomiquement, ne suffira pas à absorber le chômage, à élargir la base fiscale et à réduire les frustrations sociales. C'est le risque de trajectoire principal.

La seconde vulnérabilité est sociale. La Banque mondiale rappelle que l'Afrique du Sud fait partie des pays les plus inégalitaires au monde, avec une progression insuffisante de la réduction de la pauvreté depuis plus d'une décennie. Dans ce contexte, le chômage massif n'est pas seulement un indicateur économique ; il est un facteur de fragilité politique et territoriale.

La troisième vulnérabilité est politique. Le GNU élargit la base de gouvernement, mais il institutionnalise aussi la fragmentation. Cela crée un risque de dilution des responsabilités, de compromis inefficaces et de réformes ralenties. La coalition est une réponse à la perte de majorité de l'ANC ; elle n'est pas en elle-même une solution automatique au problème de gouvernance.

La quatrième vulnérabilité concerne les infrastructures critiques. L'amélioration relative de la situation électrique et logistique ne doit pas masquer le fait que ces secteurs restent des

²⁰ G20 South Africa, *G20 Presidency, 2025*

²¹ ICJ, *Case 192 ; ICJ, Provisional Measures, 2024*

contraintes structurelles pour la compétitivité et l'investissement. Une rechute sur l'électricité ou un essoufflement des réformes logistiques aurait des effets immédiats sur la croissance et la crédibilité du gouvernement.

Enfin, il existe une vulnérabilité de cohérence stratégique. L'Afrique du Sud cherche à tenir un rôle diplomatique ambitieux au G20, aux BRICS et dans les grandes causes juridiques internationales. Cette posture renforce sa visibilité, mais elle peut devenir coûteuse si le pays ne parvient pas à restaurer des capacités économiques et administratives en cohérence avec cette ambition.

5. Opportunités et dynamiques à surveiller

La première opportunité réside dans la consolidation des réformes structurelles déjà engagées. Le FMI souligne l'importance d'éviter une « reform fatigue » et de poursuivre les réformes favorables à la croissance, notamment dans les secteurs de réseau et dans la gouvernance publique. Si le GNU parvient à maintenir un cap réformateur minimal malgré la coalition, cela pourrait produire des gains cumulatifs significatifs.

La deuxième opportunité concerne les infrastructures. Les progrès récents sur l'électricité et la logistique restent partiels, mais ils ont un effet multiplicateur potentiellement supérieur à beaucoup d'autres politiques sectorielles. Une amélioration crédible et durable de l'offre électrique, des ports et du fret ferroviaire aurait un impact direct sur l'investissement, les exportations et la confiance.

La troisième opportunité est minière et industrielle. La stratégie officielle sur les minéraux critiques publiée en 2025 met en avant des ressources clés telles que le manganèse, les platinoïdes, le vanadium, les terres rares et le lithium, avec l'ambition explicite de mieux capter la valeur ajoutée de la transition énergétique mondiale. Le vrai enjeu n'est pas seulement l'extraction, mais la capacité à transformer cet avantage géologique en politique industrielle crédible.

La quatrième opportunité est diplomatique. La présidence du G20 a montré que Pretoria peut encore fixer une partie de l'agenda international sur des sujets où les intérêts africains sont sous-représentés, notamment la dette, les financements climatiques et les minéraux critiques. Si cette capacité d'agenda est articulée à une stratégie économique domestique, elle peut renforcer la place du pays comme interface entre Afrique, émergents et économies avancées.

6. Points de vigilance

Il faut surveiller en priorité la capacité du GNU à durer sans se paralyser, car la stabilité politique formelle ne vaut que si elle produit de la décision.

Il faut suivre l'évolution réelle de la croissance en 2026–2027, car une simple amélioration marginale ne suffira pas à modifier le paysage social et électoral.

Il faut observer la trajectoire du chômage et en particulier celle des jeunes, car elle reste l'un des meilleurs indicateurs avancés de fragilité sociale. (Statistics South Africa, *QLFS Q4 2025, 2026*).

Il faut vérifier si l'amélioration électrique et logistique se confirme dans la durée ou si elle n'a constitué qu'un répit conjoncturel.

Il faut suivre la mise en œuvre effective de la stratégie sur les minéraux critiques, car elle peut devenir soit un levier de montée en gamme, soit une nouvelle occasion manquée.

Il faut enfin mesurer l'écart entre visibilité diplomatique et capacité intérieure, car c'est de cette tension que dépendra une partie du rang réel de l'Afrique du Sud dans les années à venir.

7. Lecture stratégique

La trajectoire la plus probable de l'Afrique du Sud à court et moyen terme est celle d'une **stabilisation politique relative sans redressement rapide**. Le pays ne paraît pas menacé par une rupture institutionnelle majeure. Ses amortisseurs constitutionnels, judiciaires et

administratifs restent réels. En revanche, il demeure exposé à une stagnation prolongée, socialement corrosive et politiquement usante.

Le nœud stratégique principal est simple : **l'Afrique du Sud doit transformer une coalition politique défensive en capacité réformatrice effective**. Tant que le pays ne produira pas une croissance plus robuste, appuyée sur l'énergie, la logistique, l'investissement et une meilleure efficacité publique, il restera une puissance régionale de premier rang mais en sous-performance chronique.

Ce qu'il faut surveiller en priorité est donc moins la stabilité du régime que la **conversion du compromis politique en résultats matériels**. Si Pretoria y parvient, elle peut redevenir une puissance moyenne ascendante, capable d'aligner influence diplomatique et crédibilité interne. Si elle échoue, elle restera un acteur central du continent, mais de plus en plus défini par ses blocages plutôt que par ses atouts.